

13 OCTOBRE

En grève et dans la rue avec les lycéen·nes et les étudiant·es



Depuis le 18 septembre, les lycéens et lycéennes sont mobilisé·es pour réclamer les moyens nécessaires au bon fonctionnement du service public d'éducation : recrutement de personnels, rénovation du bâti scolaire, allègement des classes, lutte contre les discriminations, fin de Parcoursup, et réorganisation des emplois du temps rendus éprouvants par la réforme Blanquer. Pourtant, le gouvernement refuse d'entendre et de répondre aux revendications. A contrario, il prévoit même la suppression de plus de 1500 postes d'enseignant·es titulaires à la rentrée 2027. Face à cette politique austéritaire, SUD éducation n'a eu de cesse de réclamer plus de moyens, en particulier dans les quartiers populaires, en exigeant notamment la réintégration des lycées dans la carte de l'éducation prioritaire. Pour rappel, un·e élève du 93 perd en moyenne une année scolaire en heures de cours non remplacées.

Après une répression policière féroce et des milliers de jeunes interpellé·es, dans une proportion sans précédent, de nombreux personnels ont répondu présents lors des journées de mobilisation des 6 et 8 octobre. Lycéen·nes, étudiant·es, personnels de l'éducation, parents mais aussi de nombreux·euses travailleur·euses d'autres secteurs, nous étions 450 000 dans la rue le 6 pour porter les revendications lycéennes, partagées depuis longtemps par l'intersyndicale éducation, et condamner les violences policières subies par les jeunes mobilisé·es.

On compte aujourd'hui plusieurs milliers d'interpellations et plus de 200 élèves blessé·es par la police, infligeant parfois des blessures irréremédiables. Cette violence est sans précédent. Laurent Nuñez en porte l'entière responsabilité. SUD éducation exige que Sébastien Lecornu intervienne immédiatement auprès du ministère de l'Intérieur qui semble avoir perdu le sens de la raison.

SUD éducation, appelle à une nouvelle journée de mobilisation, le mardi 13 octobre. SUD éducation appelle les personnels à maintenir la mobilisation et à se mettre en grève pour gagner sur nos revendications :

la fin des suppressions de postes et un recrutement massif de personnels pour faire baisser le nombre d'élèves par classe

l'augmentation des salaires et l'indexation du point d'indice sur l'inflation

un plan d'ampleur de rénovation du bâti scolaire

l'abrogation des réformes Blanquer qui ont déstructuré les lycées

la fin de Parcoursup et de la sélection à l'université

plus de justice sociale dans l'éducation nationale, notamment en abondant les moyens alloués à l'éducation prioritaire et en y intégrant les lycées